



**Revue de presse
1^{er} au 15 août 2022**



Table des matières

Mission inclusion.....	3
<i>Rien à signaler</i>	4
Champs d'action au Québec.....	5
L'horticulture sociale : des bienfaits pour l'intime et le collectif	6
Le Devoir – 2022-08-01 – p. 7	6
Cultiver la curiosité au jardin éducatif : bien plus que du jardinage	9
Métro – 2022-08-01	9
Quand des jeunes LGBTQ2+ se retrouvent à la rue	11
Métro – 2022-08-03 – p. 1, 4	11
Des produits de qualité pour les milieux défavorisés	13
Métro – 2022-08-03 – p. 1, 3	13
Le réseau des frigos solidaires s'étend à trois nouvelles municipalités	15
Courrier de Portneuf – 2022-08-03.....	15
Éviter le gaspillage avec les frigos libre-service de Chicoutimi	17
Le Quotidien – 2022-08-05	17
La Ferme citoyenne de La Matanie présentera les premiers fruits de ses travaux	18
Le Mouton Noir – 2022-08-12	18
Des jouets écologiques et anti-inflation	19
Le Journal de Montréal – 2022-08-14.....	19
Champs d'action à l'international.....	21
Nourrir l'espoir par l'énergie collective	22
Le Progrès – 2022-08-06 – p. M9.....	22
La crise alimentaire mondiale entraîne une hausse des mariages forcés d'enfants	24
Radio-Canada – 2022-08-11	24
Un premier navire de l'ONU doit accoster vendredi en Ukraine pour récupérer des céréales	25
Le Soleil – 2022-08-12.....	25
Actualité à surveiller.....	27
Repenser la philanthropie au sein des communautés immigrantes racisées	28
La Presse + – 2022-08-12 – p. DÉBATS_6.....	28



Mission inclusion



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



permet aux participants du centre de contribuer à un projet commun durant la belle saison, et ce, sur une base volontaire. Les principaux objectifs: initier à l'autosuffisance alimentaire, favoriser la bonne alimentation, diversifier les acquis, développer une autonomie et créer des liens.

L'atelier se déroule sur le terrain du bâtiment voisin, l'un des immeubles de logements sociaux que possède l'organisme. La cour arrière fourmille de joie. Près d'une dizaine de participants sèment des légumes dans les parcelles de terre et plantent des fleurs sous la supervision des animateurs horticoles de l'organisme Coup d'pousse Montréal et d'une intervenante du Sac à dos.

Je me présente au groupe, discute avec les gens, les regarde à l'oeuvre et prends quelques photos sur le vif. Une dame aux cheveux de fée, la seule femme du groupe, me fait la conversation tout en plantant des pétunias. Elle n'a pas peur de mon appareil photo et s'enthousiasme à chaque clic. Au loin, un participant qui porte un casque d'écoute rouge arrose des plants de tomates avec attention. Tout au long de l'activité, il se fait discret, mais travaille avec soin, ses écouteurs toujours en place.

Vers midi, la petite cour se vide. Un dîner attend le groupe à l'organisme. Au menu: pâté chinois et tranches de melon d'eau. Des plexiglas divisent les places aux tables. Chacun mange dans son coin, pandémie oblige. Guy, le cuisiner, me sert un délicieux thé glacé maison, et me dévoile même sa recette. Avant de quitter les lieux, je salue l'homme aux écouteurs rouges. Il me fait un signe de la main et un sourire franc.

5 juillet 2021 Nous visitons les jardins de l'UQAM avec une intervenante du Collectif de recherche en aménagement paysager et en agriculture urbaine durable (CRAPAUD), qui nous offre un atelier sur les plantes indigènes. L'homme aux écouteurs rouges est le seul qui s'est présenté. L'activité n'est pas obligatoire. La participation varie donc de semaine en semaine. Avide de connaissances, il scrute les parcelles de terre, écoute attentivement notre guide, la questionne quant aux vertus des différents végétaux, frotte des feuilles de molène et d'anémone entre ses doigts puis sent leur parfum.

Je le suis pas à pas et prends des dizaines de photos. Quand la visite guidée se termine, je lui demande si mon appareil ne l'a pas trop embêté. Il me répond qu'il était trop absorbé par l'atelier pour avoir conscience que je le photographiais. Sur le chemin du retour vers Le sac à dos, il s'arrête à chaque platebande en bordure des rues pour identifier les plantes — qui ne sont plus des mauvaises herbes à ses yeux — et cueillir quelques feuilles au passage. Aux premières loges, je vois naître en lui un réel intérêt pour l'horticulture. Avant le repas, nous arrosons le jardin à l'organisme. Des plants de radis et de carottes tapissent maintenant le potager.

19 juillet 2021 Nous nous dirigeons vers la place Mignonne, dans le parc Paul-Dozois, où un immense tas de terre attend le groupe. La mission du jour: installer des bacs de jardinage puis y planter des impatiens, du basilic et de la ciboulette. Un participant tente de remplir une brouette de terre, mais lutte contre une douleur à la jambe. L'intervenante l'invite à s'asseoir et lui rappelle que personne n'a l'obligation de travailler physiquement pendant l'atelier. Seule sa présence est suffisante et appréciée.

De son plein gré, l'homme aux écouteurs rouges prend la relève en chantonnant et fait plusieurs voyages de terre. La dame aux cheveux de fée se charge du repiquage avec une joie contagieuse. À la fin de la matinée, il ne reste plus qu'un petit amas de terreau à ramasser. Plus vivant et chaleureux, le nouvel aménagement du parc séduit les passants. Si certains ralentissent



le pas pour contempler les bacs fleuris fraîchement installés, d'autres s'installent le temps d'une pause en toute quiétude.

9 août 2021 Dans le potager du Sac à dos, c'est l'abondance. Une partie du groupe récolte des betteraves, des concombres, de petites aubergines et des radis. L'ail est à point. La dame aux cheveux de fée apprend à tresser les gousses aux côtés de l'intervenante. «C'est miraculeux, on a fait ça !»s'exclame-t-elle à la vue des récoltes.

L'homme aux écouteurs rouges et l'animatrice horticole installent des treillis pour soutenir les plants de tomates qui s'affaissent en raison de leur forte croissance. D'ici une semaine ou deux, les coeurs-de-boeuf seront prêtes à être cueillies. Sur les balcons des résidents, les fines herbes ont triplé de volume. Au dernier étage, un locataire scande des encouragements aux participants, qui lui font des signes de la main, tout sourire.

23 août 2021 L'atelier tire à sa fin. Je photographie les participants qui se partagent les dernières récoltes. En retrait, l'homme aux écouteurs rouges, qui n'a pas manqué l'activité une seule fois, taille un bouquet de ciboulette d'un geste naturel, assuré. Je discute un instant avec lui. Il me confie qu'il s'agissait de son baptême du jardinage, et qu'au contact des animateurs horticoles, il a développé une nouvelle passion. Je lui réponds qu'il pourrait envisager de travailler dans ce domaine, ce à quoi il acquiesce, encouragé et confiant.

À midi, je salue le groupe, quitte les lieux puis traverse la place Mignonne une ultime fois, habitée par ces rencontres estivales et l'esprit de solidarité qui régnait en permanence.

Le sac à dos constitue un passage dans une vie. Certains participants y restent quelques mois, d'autres quelques années. Maintenant, quand je visite une pépinière ou un verger, je repense à ces gens que j'ai côtoyés. J'ouvre grands les yeux, dans l'espoir de tomber face à face avec l'un d'eux, à l'ouvrage, les mains plongées dans la terre.

[Retour à la table des matières](#)



Cultiver la curiosité au jardin éducatif : bien plus que du jardinage

Métro – 2022-08-01

Par : Adrien Banville

<https://journalmetro.com/local/saint-leonard/2875542/cultiver-curiosite-jardin-educatif-bien-plus-jardinage/>

Une quinzaine de jeunes d'un camp de jour de Saint-Léonard ont pu apprendre à jardiner gratuitement au jardin du pavillon Wilfrid-Bastien, grâce à une initiative de la Table de concertation en sécurité alimentaire, qui organise cet été plusieurs ateliers de sensibilisation à la nature, au bioalimentaire et à l'agriculture urbaine.

«Mon optique, quand j'ai organisé les ateliers, c'était de créer de l'émerveillement chez les enfants, de leur faire voir des choses auxquelles ils n'ont pas nécessairement accès en ville, explique Mylène Thériault, chargée des projets à la Table de concertation en sécurité alimentaire de Saint-Léonard. C'est de créer de la curiosité et que les jeunes repartent avec une expérience, pour qu'ils se disent que c'est l'fun, la nature et le jardinage.»

Certains aliments cultivés au potager du pavillon Wilfrid-Bastien ont même trouvé leur chemin jusqu'au frigo communautaire du pavillon, un dépôt de nourriture alimenté par les banques alimentaires et la Table de concertation, et dont les denrées sont mises à la disposition de toute personne qui en aurait besoin.

Des poules et du miel

En plus de l'activité d'introduction et d'initiation à l'agriculture urbaine qui s'est déroulée le 28 juillet, d'autres ateliers sont planifiés en août.

«Le 2 août, on a un atelier sur les pollinisateurs avec Miel Montréal, qui va faire aussi une dégustation de miel. Le 16 août, on fait venir un animateur avec une poule à la bibliothèque», annonce avec enthousiasme la planificatrice. Elle en profite pour inviter tous les jeunes de 6 à 17 ans qui seraient intéressés par ces activités à y participer gratuitement.

En outre, la Récolte solidaire, un programme de cueillette de fruits dans les arbres fruitiers de l'arrondissement, aura aussi lieu vers la fin août. Tous peuvent s'y inscrire pour récolter des fruits – et en conserver une petite quantité –, ou alors pour mettre à la disposition de tous les fruits autrement perdus de leurs arbres fruitiers et soutenir les efforts d'aide alimentaire.

La culture au menu

Cet automne, l'organisme en aide alimentaire offrira aussi des cours découvertes sur les aliments locaux, dont certains sont parfois moins connus des Léonardois.

«On essaie de diversifier [nos initiatives] parce que la sécurité alimentaire, c'est l'aide alimentaire, c'est essayer d'augmenter l'accès à des produits, mais c'est aussi éveiller [l'intérêt des jeunes] par l'éducation et la curiosité », explique le directeur de la Table de concertation en sécurité alimentaire de Saint-Léonard, Jean-Philippe Laperrière, aussi chargé de cours à l'UQAM.



En effet, les Léonardois de toutes cultures auraient tendance à utiliser des produits issus eux aussi de leur communauté, ce qui ferait en sorte que certains «produits ne trouvent pas toujours preneur», selon lui.

«On est dans un quartier très multiethnique, il faut essayer d'éveiller la curiosité des jeunes [pour des aliments locaux moins connus], explique le sociologue de l'alimentation. Les légumes-racines, on aime ou on n'aime pas, mais quand on vient d'arriver au Québec, ce n'est pas nécessairement des produits qu'on consomme, donc, on ne profite pas des produits de saison. Ces ateliers peuvent donc permettre des substitutions [d'aliments]», illustre-t-il, précisant du même souffle que l'objectif n'est pas non plus de dénaturer des cultures culinaires, mais bien d'apprendre à travailler des aliments locaux.

«L'idée n'est pas de changer les habitudes alimentaires de façon radicale, c'est de dire: "Vous avez de bons [aliments locaux] du Québec, ça peut se mettre à la place de tel [ingrédient] dans tel plat. Si vous n'êtes pas familier avec ce produit-là, on va vous conseiller sur comment l'intégrer dans votre alimentation"», illustre le directeur

Ces activités sont le fruit d'une subvention de l'organisme 100 degrés, qui vise à rapprocher les jeunes du bioalimentaire.

[Retour à la table des matières](#)



Quand des jeunes LGBTQ2+ se retrouvent à la rue

Métro – 2022-08-03 – p. 1, 4

Par : Quentin Dufranne

<https://journalmetro.com/actualites/national/2869559/plus-de-jeunes-lgbtq2-venus-a-montreal-pour-sepanouir-en-situation-ditinérance/>



4 Journal Métro Mercredi 3 août 2022

Actualités



Quand des jeunes LGBTQ2+ se retrouvent à la rue

Pendant la pandémie, de nombreux et nombreuses jeunes LGBTQ2+ se sont retrouvés.e.s isolés.e.s à leur domicile parental.

Quentin Dufranne
qufranne@journalmetro.ca

En proie à l'homophobie et à la transphobie de leurs proches, nombre d'entre eux et elles ont quitté leur milieu, se retrouvant dans la rue. Pour ceux et celles en provenance du monde rural, venir à Montréal est alors devenu une solution. Mais la crise du logement les prédispose d'emblée à la précarité. «Beaucoup perçoivent Montréal comme une solution miracle pour s'épanouir. Les jeunes quittent le milieu rural pour le milieu urbain, mais lorsque ces personnes arrivent en ville, elles se heurtent au problème du logement», explique Sébastien Houle, chargé de communication à la Fondation Émergence.

Selon lui, les jeunes se retrouvent souvent par la suite en proie à la toxicomanie. S'ensuivrait un cercle vicieux qui les plonge de plus en plus dans la précarité. «Les jeunes LGBTQ2+ demeurent en situation d'itinérance plus longtemps; ces personnes ont plus de difficulté à s'en sortir que celles en situation d'itinérance cisgenres et hétérosexuelles, puisqu'elles n'utilisent pas les services et les moyens pour s'en sortir. Elles ont peur de la discrimination.»

Les personnes trans et non binaires resteraient loin des services
Peu de données précises sont disponibles sur l'itinérance chez les jeunes LGBTQ2+. Différents facteurs expliquent cette lacune, selon Sébastien Houle, à commencer par le fait que les questionnaires utilisés par les intervenants de rue ne demanderaient pas l'identité sexuelle et de genre. Beaucoup de jeunes LGBTQ2+, notamment trans et non binaires, ne solliciteraient pas non plus les services d'aide. Cette situation serait attribuable à la discrimination qu'ils ou elles peuvent y vivre. Selon lui, un jeune ou une jeune trans sur trois se verrait refuser l'accès aux services d'hébergement en raison de son

raison de son identité de genre. Ce constat est partagé par Marie-Noëlle L'Épérance, directrice de l'intervention et des programmes cliniques de l'organisme Dans la rue. À son avis, deux situations contribueraient à la réticence des personnes trans, non binaires et bigénielles à faire appel à ces services. D'abord, certains endroits racialiseraient pas les personnes en transition ou les personnes non binaires. D'autres, contre l'hébergement leur demanderaient de «se positionner» sur leur genre.

«Ça montre à quel point la pandémie a affecté les jeunes LGBTQ2+ et que ça a ajouté un gros poids sur leurs épaules.»

SÉBASTIEN HOULE
Chargé de communication à la Fondation Émergence

À quand un refuge pour LGBTQ2+?
À Montréal, aucun centre d'hébergement pour personnes de la diversité sexuelle et de genre n'existe pour le moment. L'organisme Jeunesse Lambda travaille cependant à l'instauration d'un centre d'hébergement d'urgence pour et par les membres de la communauté.

«Ce serait essentiel d'avoir un refuge LGBTQ2+ pour permettre à ces jeunes d'être compris, de pouvoir s'en sortir et de ne pas avoir cette peur d'être constamment stigmatisés dans les centres d'hébergement traditionnels que l'on connaît», explique Sébastien Houle.

Mario-Noëlle L'Épérance entend deux solutions possibles : à la fois des services adaptés par et pour la communauté, et d'autres services qui adoptent l'intersectionnalité dans leur approche. Le centre d'hébergement dans la rue offre quant à lui une chambre et des logements non genre aux personnes dans le besoin. ■

Pendant la pandémie, de nombreux et nombreuses jeunes LGBTQ2+ se sont retrouvés.e.s isolés.e.s à leur domicile parental.

En proie à l'homophobie et à la transphobie de leurs proches, nombre d'entre eux et elles ont quitté leur milieu, se retrouvant dans la rue. Pour ceux et celles en provenance du monde rural, venir à Montréal est alors devenu une solution. Mais la crise du logement les prédispose d'emblée à la précarité. «Beaucoup perçoivent Montréal comme une solution miracle pour s'épanouir. Les jeunes quittent le milieu rural pour le milieu urbain, mais lorsque ces personnes arrivent en ville, elles se heurtent au problème du logement», explique Sébastien Houle, chargé de communication à la Fondation Émergence.

Selon lui, les jeunes se retrouvent souvent par la suite en proie à la toxicomanie. S'ensuivrait un cercle vicieux qui les plonge de plus en plus dans la précarité. «Les jeunes LGBTQ2+ demeurent en situation d'itinérance plus longtemps; ces personnes ont plus de difficulté à s'en sortir que celles en situation d'itinérance cisgenres et hétérosexuelles, puisqu'elles n'utilisent pas les services et les moyens pour s'en sortir. Elles ont peur de la discrimination.» Les personnes trans et non binaires resteraient loin des services. Peu de données précises sont disponibles sur l'itinérance chez les jeunes LGBTQ2+. Différents facteurs expliquent cette lacune, selon Sébastien Houle, à commencer par le fait que les questionnaires utilisés par les intervenants de rue ne demanderaient pas l'identité sexuelle et de genre. Beaucoup de jeunes LGBTQ2+, notamment trans et non binaires, ne solliciteraient pas non plus les services d'aide. Cette situation serait attribuable à la discrimination qu'ils ou elles peuvent y vivre. Selon lui, un jeune ou une jeune trans sur trois se verrait refuser l'accès aux services d'hébergement en raison de son



identité de genre. Ce constat est partagé par Marie-Noëlle L'Espérance, directrice de l'intervention et des programmes cliniques de l'organisme Dans la rue. À son avis, deux situations contribueraient à la réticence des personnes trans, non binaires et bispirituelles à faire appel à ces services. D'abord, certains endroits n'accueilleraient pas les personnes en transition ou les personnes non binaires. D'autres centres d'hébergement leur demanderaient de «se positionner» sur leur genre.

À quand un refuge pour LGBTQ2+? À Montréal, aucun centre d'hébergement pour personnes de la diversité sexuelle et de genre n'existe pour le moment. L'organisme Jeunesse Lambda travaille cependant à l'instauration d'un centre d'hébergement d'urgence pour et par les membres de la communauté.

«Ce serait essentiel d'avoir un refuge LGBTQ2+ pour permettre à ces jeunes-là d'être compris, de pouvoir s'en sortir et de ne pas avoir cette peur d'être constamment stigmatisés dans les centres d'hébergement traditionnels que l'on connaît», explique Sébastien Houle.

Marie-Noëlle L'Espérance entrevoit deux solutions possibles: à la fois des services adaptés par et pour la communauté, et d'autres services qui adoptent l'intersectionnalité dans leur approche. Le centre d'hébergement Dans la rue offre quant à lui une chambre et des logements non genres aux personnes dans le besoin, m ses couleurs Sorties, spectacles et évènements pour célébrer la semaine de la Fierté + Le phénomène des mamans drag qdufranne@metromedia.ca

«Ça montre à quel point la pandémie a affecté les jeunes LGBTQ2+ et que ça a ajouté un gros poids sur leurs épaules.»

SÉBASTIEN HOULE Chargé de communication à la Fondation Émergence

[Retour à la table des matières](#)



Des produits de qualité pour les milieux défavorisés

Métro – 2022-08-03 – p. 1, 3

Par : Alexis Fiocco



Métro LACHINE DORVAL

Montréal - Vol. 55, N° 38 - journalmetro.com

Mardi 03 août 2022



Scannez le code QR pour découvrir toute l'actualité de votre quartier

3 Métro - Lachine - Dorval - Mercredi 03 août 2022

Des produits de qualité pour les milieux défavorisés



Les P'tits Marchés de Lachine desservent maintenant six endroits à Lachine afin de faciliter l'accès à des produits locaux dans les milieux défavorisés ou qualifiés de déserts alimentaires.

Saint-Pierre, le GSAL a repris le bâtiment pour un projet pilote en sécurité alimentaire. Les P'tits Marchés de Lachine s'y installent tous les lundis et mardis, alors que le manque d'épicerie force les habitants à prendre la voiture ou l'autobus pour faire leur magasinage. Des ateliers de cuisine y sont aussi organisés afin de vendre des plats préparés.

Par ailleurs, les P'tits Marchés de Lachine ont récemment déménagé leurs opérations en dessertant deux endroits supplémentaires : les parcs Ivan-Franco et Dixie.

Des produits de qualité

D'après les employés des P'tits Marchés, Elliot Sazon, l'objectif derrière l'expansion de «deserts alimentaires» en produits frais et locaux, en mettant l'accent sur le biologique.

Au bord du lac Saint-Louis, les habitants des P'tits Marchés viennent acheter des produits frais tous les vendredis.

Un client raconte venir pour «soutenir les vendeurs locaux qui font de bonnes choses» en matière de sécurité alimentaire. Ce même client se réjouit d'habiter tout proche, et «de pouvoir marcher jusqu'ici».

Les produits locaux sont biologiques pour la plupart, avec 30 % de l'offre cultivée à la Ferme Duff-Court à Lachine.

«Le prix est un peu plus élevé, mais la qualité qu'on offre», explique une cliente habitante, «ça vaut la peine d'aller aux P'tits Marchés comparés au supermarché».

«C'est local, ce qui signifie qu'on met pas de pesticides», indique une autre cliente.

La directrice de Concert'Action mentionne qu'elle souhaite «mettre en place d'autres initiatives», comme la livraison de paniers de légumes, ainsi qu'une «carte d'entraide sociale» qui fournit certaines personnes à une carte de membre.

Tous les projets sont encore dans la phase d'étude, mais la directrice promet de rendre les marchés encore plus accessibles d'ici l'été prochain.



DÉCOUVREZ LA VALEUR DE VOTRE PROPRIÉTÉ RAPIDEMENT EN UTILISANT LE CODE QR

www.ValeurEnLigne.ca

François Mackay CRM

M GROUPE MACKAY

Actualités

Rapport de la situation financière 2021

Faits saillants

Chères citoyens, Chers citoyens,

Au nom du conseil d'administration de Lachine, nous vous soumettons le rapport annuel sur la situation financière de l'arrondissement de Lachine. Nous vous présentons les résultats financiers pour 2021, des indications préliminaires quant aux résultats financiers de l'exercice 2022, ainsi que des orientations générales du budget 2023.

Les résultats financiers au 31 décembre 2021

Le 31 décembre 2021, les dépenses réelles se sont élevées à 29 405 900 \$, alors que le budget modifié représentait 31 268 900 \$, pour un écart favorable de 1 863 000 \$. Par ailleurs, les revenus réels se sont élevés à 1 981 000 \$, alors que le budget était de 1 716 200 \$ pour un écart favorable de 264 800 \$. Les résultats au moins des opérations affichaient donc un surplus financier de 2 085 800 \$.

Au final, le surplus de l'arrondissement pour l'année 2021 est de 3 506 200 \$, lorsque l'on ajoute à l'écart des opérations les corrections budgétaires non recouvrées (remboursements de certaines dépenses et subventions).

Le Programme d'investissement

Le Programme d'investissement (PI) présente les projets et programmes d'investissement que le VLD compte réaliser ou entreprendre au cours des 10 prochaines années.

Pour l'année 2022, le PI prévoit la réalisation de nombreux projets. Plusieurs de ces projets bénéficieront du soutien financier de la Ville de Montréal et de l'agglomération de Montréal.

Pour 2022, les investissements prévus totalisent un montant de 12 089 000 \$ et sont répartis comme suit :

Vote : 8 385 000 \$ (construction d'une conduite principale d'égout, reconstruction routière, remède et des drains).

Parcs : 1 563 000 \$ (aménagement des berges, mobilier de parc, reconstruction de l'aire au parc du Village Saint-Louis, refectoire du terrain de basketball et du parc de glaces à l'extérieur au parc Drouin).

Bâtiments : 1 981 000 \$ (système de climatisation, refectoire de toiture et des systèmes de protection d'incendie et aménagements extérieurs de divers bâtiments, mise aux normes des accès aux bâtiments).

Pour 2023, les investissements qui dépassent un montant préliminaire s'élèvent à 7 722 000 \$ et sont répartis comme suit :

Vote : 1 450 000 \$ (collecteur routier, refectoire de toiture, mesure d'atténuation et divers projets de circulation).

Parcs : 4 946 000 \$ (parc Lachine-Est, refectoire du terrain de basketball et du parc de glaces à l'extérieur au parc Drouin) divers projets).

Bâtiments : 1 326 000 \$ (aménagement des dispositifs anti-inondation et composants, remplacement d'équipements électriques, remplacement de pavements extérieurs et remplacement des portes et fenêtres de divers bâtiments).

Les indications préliminaires sur les états financiers de l'année 2022

Le budget 2022 prévoit une dotation de 30 384 700 \$. L'administration prévoit respecter ses engagements tant pour ses dépenses que pour ses revenus.

L'orientation générale du budget de fonctionnement de l'année 2022 et le budget d'investissement

Le budget de fonctionnement 2022 et le Programme d'investissement pour les années 2022 à 2032 sont en préparation. Ils seront présentés aux citoyens et aux citoyennes par le conseil d'administration lors de prochaines séances extraordinaires. Le budget d'investissement constitue une indication des divers projets qui pourront être entrepris par l'arrondissement au cours des prochaines années.

La mission de l'arrondissement, Maja Vidonovic

lachine.ca

Les P'tits Marchés de Lachine desservent maintenant six endroits à Lachine afin de faciliter l'accès à des produits locaux dans les milieux défavorisés ou qualifiés de déserts alimentaires.

«L'objectif [des P'tits Marchés] est de rejoindre le plus grand nombre de Lachinois et Lachinoises, avec la priorité de rejoindre les personnes vulnérables», explique la directrice de Concert'Action, Myriam Grondin. Financée par Centraide et portée par le Groupe de Sécurité alimentaire de Lachine (GSAL) et Concert'Action Lachine depuis plusieurs années, l'initiative des P'tits Marchés a été créée pour assurer un système alimentaire durable à Lachine. Ils proposent donc des fruits et légumes cultivés localement, à la Ferme Duff-Court à Lachine ou dans la région de Montréal. Le marché mobile vend les produits frais locaux à des prix abordables plusieurs jours par semaine, dont les revenus sont réinvestis pour assurer la sécurité alimentaire à Lachine.

Desservir les déserts alimentaires D'après l'Institut national de santé publique du Québec, un désert alimentaire se définit comme «un secteur qui procure un faible accès à des commerces pouvant favoriser une saine alimentation et qui est défavorisé sur le plan socio-économique.» À Montréal, ce serait près de 17 % de la population qui habite un quartier qualifié de désert alimentaire, soit avec une faible concentration de supermarchés et une défavorisation socio-économique. Parmi les quartiers ciblés par le GSAL figurent les quartiers enclavés de Duff-Court et de Saint-Pierre où l'offre de nourriture fraîche et biologique se fait rare. Après la fermeture du Marché Saint-Pierre, le GSAL a repris le bâtiment pour un projet pilote en sécurité alimentaire. Les P'tits Marchés de Lachine s'y installent tous les lundis et mardis, alors que le manque d'épicerie force les habitants à prendre la voiture ou l'autobus pour faire leur magasinage. Des ateliers de cuisine y sont aussi organisés afin de vendre des plats préparés.



Par ailleurs, les P'tits Marchés de Lachine ont récemment étendu leurs opérations en desservant deux endroits supplémentaires – les parcs Ivan-Franko et Dixie.

Des produits de qualité D'après un employé des P'tits Marchés, Elliot Sauzon, l'objectif derrière l'expansion est de «desservir plusieurs territoires en produits frais et locaux, en mettant l'emphase sur le biologique.» Au bord du lac Saint-Louis, les habitués des P'tits Marchés viennent acheter des produits frais tous les vendredis.

Un client raconte venir pour «soutenir les vendeurs locaux qui font de bonnes choses» en matière de sécurité alimentaire. Ce même client se réjouit d'habiter tout proche, et «de pouvoir marcher jusque-là.» Les produits locaux sont biologiques pour la plupart, avec 30 % de l'offre cultivée à la Ferme Duff-Court à Lachine. «Le prix en vaut la peine, pour la qualité qu'ils offrent,» explique une cliente habituée. «Je n'ai jamais rien eu à dire sur leurs légumes comparés au supermarché,» poursuit-elle. «C'est local, et je sais qu'ils ne mettent pas de pesticide,» indique une autre cliente.

La directrice de Concert'Action mentionne qu'elle souhaite «mettre en place d'autres initiatives,» comme la livraison de paniers de légumes, ainsi qu'une «tarification sociale» qui favorise certaines personnes grâce à une carte de membre. Tous les projets sont encore dans la phase d'étude, mais la directrice promet de rendre les marchés encore plus accessibles d'ici l'été prochain. M Produits locaux frais et accessibles ! afiocco@metromedia.ca

[Retour à la table des matières](#)



Le réseau des frigos solidaires s'étend à trois nouvelles municipalités

Courrier de Portneuf – 2022-08-03

Par : Johanne Martin

<https://www.courrierdeportneuf.com/2022/08/03/le-reseau-des-frigos-solidaires-setend-a-trois-nouvelles-municipalites/>

Si les cinq premiers frigos solidaires dans Portneuf ont vu le jour au tout début de la pandémie, trois viennent de s'ajouter, cette fois en pleine poussée inflationniste. Non seulement visent-ils à répondre à des besoins sans cesse grandissants chez tous les types de clientèles, mais ils permettent en outre de réduire le gaspillage des aliments.

Après Deschambault-Grondines, Saint-Casimir, Saint-Alban, Sainte-Christine-d'Auvergne et Saint-Raymond, voilà que Pont-Rouge, Donnacona et Saint-Marc-des-Carières joignent le réseau initié par la Table de concertation en sécurité alimentaire et le Centre Femmes de Portneuf. Alors que l'implantation des frigos s'est amorcée à l'été 2020 sur le territoire, force a été de constater que la demande était là, si bien que d'autres municipalités en réclamaient.

« Ces trois nouveaux frigos libre-service sont la réponse à plusieurs demandes de citoyens et d'organismes au cours des dernières années. Toutes et tous, pas juste les personnes en situation de pauvreté, sont invités à venir prendre les denrées qui y sont offertes, en cas de besoin, indique Sylvie Germain, coordonnatrice de la Table. On peut également contribuer au succès des frigos en y apportant ses surplus ou même des plats cuisinés à repartager. »

Récupérer en vue de redistribuer

Au-delà de la participation des citoyens, la Table de concertation en sécurité alimentaire de Portneuf assure l'approvisionnement régulier des différents frigos solidaires en réalisant une tournée de la MRC. On récupère, puis redistribue ainsi les invendus des épiceries, certains surplus agricoles de producteurs locaux, de même que les denrées d'agrotransformateurs, de restaurateurs et de diverses autres entreprises agroalimentaires qui sont sur le territoire.

« Jardins de solidarité nous permet, par exemple, de proposer une grande variété de fruits et légumes frais produits dans l'ouest de Portneuf durant une bonne partie de l'année, note Mme Germain. Les mets transformés par le plateau de travail Mijote ta vie, une collaboration avec le Carrefour jeunesse-emploi, comme les soupes du projet Soupes et semis solidaires de Solidarité citoyenne Portneuf, rendent disponibles à tous une option de prêt-à-manger. »

Des liens avec d'autres partenaires

Les difficultés alimentaires représentent rarement la seule problématique avec laquelle une personne ou un ménage est aux prises. En s'associant avec une multitude de partenaires, la Table établit plus aisément des liens et peut arrimer les besoins de celles et ceux qui font des demandes d'aide ou qui utilisent les frigos avec les services communautaires. « C'est toujours plus facile de travailler ensemble ! », exprime Linda Morissette du Centre Femmes.

Intervenante communautaire en réduction du gaspillage alimentaire à Solidarité citoyenne Portneuf, Valérie Paquette ajoute : « Les frigos, ça peut servir à des gens qui, pour plein de raisons qui leur appartiennent, ne sont pas capables d'aller vers un organisme. Mais quand moi,



je les croise aux frigos, je m'assure : est-ce que vous les connaissez les organismes de votre municipalité ou de votre secteur s'ils ont besoin de plus que le poivron qui est là... »

Anonymat et nouveaux frigos

L'anonymat constitue l'un des principes sur lesquels repose la formule des frigos solidaires. De ce fait, aucune statistique de fréquentation n'est disponible. « On veut vraiment que tout le monde puisse y aller, peu importe la situation, mais on sait que ça fonctionne. Des fois, quand Valérie fait la tournée, elle y va en début d'après-midi et le soir ou le lendemain, le frigo est vide », émet la coordonnatrice de la Table de concertation en sécurité alimentaire.

Autrement, d'autres points de dépôt et de ravitaillement vont bientôt être accessibles. « On est dans des démarches avec trois nouvelles municipalités pour installer trois autres frigos solidaires d'ici la fin de l'année si tout va bien... sans vouloir donner de noms, conclut Sylvie Germain. L'objectif de neuf en trois ans sera alors atteint. Mon rêve, ce serait que toutes les municipalités de la MRC aient au moins un frigo d'ici deux ans et qu'il devienne autonome. »

UN SYSTÈME BIEN ORCHESTRÉ

Des affiches expliquant la procédure à suivre pour prendre ou encore donner des denrées sont clairement disposées sur chacun des frigos solidaires du réseau portneuvois. Pour les mets préparés, le nom du plat, la date et les ingrédients doivent notamment être indiqués. Des contenants destinés aux proches aidants « pour leur donner une petite pause », sont par ailleurs déposés dans les frigos, contenants qu'ils peuvent récupérer tous les troisièmes jeudis du mois. De plus, une carte des frigos de la région se retrouve dans la page Facebook de la Table et dans les sites Internet des divers partenaires qui sont associés à la démarche.

[Retour à la table des matières](#)



Éviter le gaspillage avec les frigos libre-service de Chicoutimi

Le Quotidien – 2022-08-05

Par : Gabrielle Simard

<https://www.lequotidien.com/2022/08/05/eviter-le-gaspillage-avec-les-frigos-libre-service-de-chicoutimi-3ad278683df6a496ad7d1b511f560baf>

Lancée en 2015, l'initiative des frigos libre-service est de retour depuis la fin du mois de juin. Situés dans quatre secteurs de Chicoutimi, les frigos visent à réduire le gaspillage alimentaire des citoyens.

La clientèle que cible l'organisation derrière l'initiative est plutôt générale. « On ne cible pas plus une catégorie de la population qu'une autre. On veut seulement réduire le gaspillage alimentaire. Évidemment, ça peut aider les gens précaires, mais ce n'est pas l'objectif premier », confie la coordonnatrice du projet, Marie Renard.

Avec cette idée, le Comité de sécurité alimentaire de Chicoutimi espère motiver les gens à donner leurs fruits, leurs légumes et le pain qu'ils ont en trop.

Trois des quatre frigos se trouvent à l'extérieur. Selon Marie Renard, cela simplifie l'accessibilité pour la population. Comme ils sont à l'extérieur, ils ne peuvent cependant pas être utilisés durant la saison froide. Ils resteront donc en place jusqu'au début du mois d'octobre.

Le frigo situé au Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi-Nord est pour sa part situé à l'intérieur et pourra donc être utilisé au cours de l'hiver.

Comme les frigos sont rattachés à un organisme, il est plus facile de faire connaître le projet et de motiver les gens à participer, pense Marie Renard. « Les organismes en parlent aux usagers qui participent », raconte-t-elle.

Puisqu'elle a installé les frigos un peu partout dans Chicoutimi, l'organisation n'est pas capable d'en connaître précisément la fréquentation.

« Le Service budgétaire et communautaire nous a dit qu'environ 25 personnes passent en une semaine. On peut donc s'attendre à la même chose pour les autres points. »

— Marie Renard

En plus d'être alimentés par les restes alimentaires des citoyens, les frigos sont remplis en début de semaine par Moisson Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La population peut se rendre aux quatre points situés près de Moisson SLSJ, de l'écoquartier, du Carrefour Saint-Paul et à l'intérieur du Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi-Nord afin d'y laisser des restes alimentaires ou encore pour en prendre.

[Retour à la table des matières](#)



La Ferme citoyenne de La Matanie présentera les premiers fruits de ses travaux

Le Mouton Noir – 2022-08-12

Par : Catherine Belleau-Arsenault

<https://www.moutonnoir.com/2022/08/la-ferme-citoyenne-de-la-matanie-presentera-les-premiers-fruits-de-ses-travaux>

Après avoir amorcé sa première année de production, La Ferme citoyenne de La Matanie invite la population à venir découvrir ses espaces le dimanche 21 août de 14 h à 16 h, au 414, avenue Saint-Rédempteur, à Matane. Il y aura une présentation du projet, une visite guidée et une dégustation de légumes frais cueillis du jardin.

La Ferme citoyenne de La Matanie est un OBNL fondé en 2021 qui s'est donné pour mission d'améliorer l'autonomie alimentaire des citoyennes et des citoyens de La Matanie. Initiative née de la consultation citoyenne et de la mobilisation d'organismes communautaires de la région, la Ferme offre un lieu de production collective d'aliments frais, locaux et écoresponsables, ainsi que des activités de sensibilisation et d'éducation à l'agriculture urbaine.

La fête marquera l'ouverture officielle de la Ferme, dont les activités de production ont commencé en mai 2022.

« On veut susciter l'intérêt de la population, mais on veut également leur montrer ce qu'on a réussi à faire juste dans une première année alors qu'on n'avait même pas encore notre serre pour faire les semis », explique Manon Maltais, présidente du conseil d'administration de la Ferme qui précise toutefois que la serre est maintenant installée.

Une première année au-delà des attentes

Pour une première année, Manon Maltais souligne que les résultats ont été exceptionnels : « On n'a pas toutes nos infrastructures encore, mais malgré ça, on a réussi à cultiver vraiment une très grande surface pour une première année, c'est vraiment exceptionnel, c'est au-delà de nos attentes. On tenait à montrer à la population ce qu'on est capable de faire, susciter l'intérêt, faire adhérer les gens à notre projet (...) On voulait leur montrer le fruit de nos travaux », indique Manon Maltais.

Toute la population est invitée à venir découvrir la ferme et l'événement aura lieu beau temps, mauvais temps. En cas de pluie, les activités se dérouleront dans la serre. La population pourra ainsi découvrir le projet. S'ils le souhaitent, ils pourront aussi adhérer au projet pour la prochaine saison.

« L'objectif c'est vraiment de faire découvrir et de montrer aux gens ce beau projet et d'essayer de susciter l'intérêt pour qu'on parte en lion à la prochaine saison avec nos infrastructures qui seront probablement toutes installées », résume la présidente.

[Retour à la table des matières](#)



Des jouets écologiques et anti-inflation

Le Journal de Montréal – 2022-08-14

Par : Simon Dessureault

<https://www.journaldemontreal.com/2022/08/14/des-jouets-ecologiques-et-anti-inflation>

Il est dorénavant possible pour des enfants de la région de Lanaudière de changer de jouets gratuitement lorsque leur intérêt pour ceux-ci baisse. C'est ce que permet la joujouthèque La boîte à jeux d'Élaine, à L'Assomption, une nouvelle initiative citoyenne axée sur la récupération et le partage.

«Chez nous, c'est peut-être 10 % des jouets qui sont actifs, les autres dorment dans des armoires, a affirmé Pierre-Étienne Baril, qu'on a rencontré avec sa conjointe et ses deux garçons âgés de 3 ans et 11 mois, il y a quelques jours à La boîte à jeux d'Élaine. Si toutes les familles ont le même "problème" que nous, ça devient un problème pour l'environnement.»

Grâce à cette joujouthèque, mise en place en mars dernier avec l'aide de divers partenaires, dont la Ville de L'Assomption et le CISSS de Lanaudière, un enfant peut emprunter jusqu'à trois jouets et les échanger pour d'autres au bout de trois semaines avec possibilité de renouveler l'emprunt.

«Le comité composé de parents est très conscient du prix inaccessible de certains jouets, le but est d'éviter le gaspillage et les achats inutiles», nous a expliqué Cynthia Yale, responsable de la boutique, qui a pu se remplir de 500 jouets grâce à de nombreux dons et des subventions qui ont permis l'achat de jouets neufs.

«Ça coûte cher des jouets, minimum 30-40 \$ des fois, et l'intérêt est éphémère, a renchéri Marie-Mylène Lavoie, également rencontrée sur les lieux avec son conjoint Alexandre Laines et leurs trois enfants. Là, on peut l'essayer et si l'enfant l'aime on le renouvelle.»

Léo Tremblay, 5 ans, qui était accompagné de sa mère Janie Laforest et de sa conjointe, Mélissa Larocque, est d'ailleurs déjà un grand adepte de l'endroit.

«Je ne prends jamais les mêmes jouets et je comprends qu'il faut les ramener après», a confié l'enfant qui a déjà emprunté un quatre-roues, une moto et des super héros.

«Ils prennent soin des jouets plus que lorsque c'est à eux, a mentionné Mme Laforest. Ça les amène à se responsabiliser.»

En ce qui concerne la motivation à ramener les jouets en bon état à la joujouthèque, il faut savoir que lorsqu'une pièce est manquante à un jouet des frais de 1 \$ par pièce sont prévus.

L'initiative a aussi d'autres bénéfices pour les enfants et leur éducation, nous ont confié les parents.

«On centre plus les intérêts de l'enfant, alors qu'on pensait les avoir centrés, soutient Pierre-Étienne Baril. Des fois en le faisant jouer à autre chose, on se rend compte qu'on pourrait aller explorer ailleurs.»

Puis, il y a l'aspect communautaire qui n'est pas à négliger.



«Tranquillement pas vite on va faire un ménage des jouets qui sont encore utiles et on va les partager entre familles», nous a indiqué Alexandre Lainesse.

«Si j'avais connu la ressource avant, il y aurait beaucoup de choses que j'aurais pas achetées», a ajouté sa conjointe, Marie-Mylène Lavoie.

Outre les enfants de L'Assomption, ceux de Saint-Sulpice, L'Épiphanie, Repentigny et Charlemagne peuvent également avoir accès à cette joujouthèque.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Nourrir l'espoir par l'énergie collective

Le Progrès – 2022-08-06 – p. M9

leProgrès SAMEDI 6 AOÛT 2022

M9

spiritualité

Nourrir l'espoir par l'énergie collective

« Les pluies torrentielles, jadis exceptionnelles, surviennent maintenant tous les deux ans. Pour les petits paysans de mon pays, c'est une catastrophe: leurs plantations vivaces, leur seule "assurance" pour l'avenir, sont carrément détruites par les inondations. Ma propre famille a tout perdu il y a quelques années. » Isaac Asume Osuoka, directeur du Centre intégré de développement social Social Action du Nigéria, venait ainsi de répondre bien concrètement à nos questions sur l'impact des bouleversements climatiques sur les gens de son pays. Pour lui, cela n'a rien d'abstrait ou de lointain. Les producteurs agricoles du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui n'ont pas réussi à semer leurs champs à cause des pluies abondantes de cette année comprendront son désarroi !

UNE ASSEMBLÉE DIVERSIFIÉE ET ENGAGÉE

Nous avons eu la chance de partager un petit déjeuner avec M. Osuoka, le 17 juin. La veille au soir s'amorçait à Halifax, en Nouvelle-Écosse, l'assemblée d'orientation quinquennale de Développement et Paix, organisme officiel de l'Église catholique canadienne pour la solidarité internationale, créé en 1967. Cette assemblée rassemblait autour du thème « Nourrir l'espoir » des membres bénévoles délégués de la plupart des diocèses du Canada, comme nous deux, mais aussi des partenaires du Sud, des représentants d'organismes alliés, des membres du personnel et du Conseil national, dont deux évêques. En tout, nous étions plus de 150 personnes, riches d'une grande diversité d'expériences et de réalités.

Durant quatre jours, nous avons réfléchi, discuté, mais surtout entendu des témoignages et les interpellations de quelques-uns de nos partenaires du Sud, comme le P^r Osuoka.

Le lendemain, lors d'une conférence, notre partenaire a expliqué à l'assemblée les causes politiques et structurelles de la situation précaire de plusieurs pays d'Afrique, dont le sien. Sa démonstration a été convaincante:



Photo: Oluwalope

Il faut s'attaquer à la fois aux problèmes climatiques et aux injustices, qui ont les mêmes causes. L'avenir du Nigéria en dépend, mais aussi notre avenir à nous tous et toutes, comme nous l'ont rappelé les membres jeunesse de Développement et Paix, des militants très consciencieux et informés.

TROIS ORIENTATIONS POUR L'AVENIR

Vu l'urgence et la gravité de la menace climatique, il n'est pas surprenant que l'assemblée ait adopté une orientation visant cet enjeu, intitulée « Des communautés intégrales pour l'écologie intégrale ». Cette formulation met l'accent tout autant sur les personnes et les communautés que sur une écologie qui embrasse toutes les dimensions de l'existence. Le cardinal Michael E. Czerny SJ, venu de Rome pour l'occasion, a insisté sur ce point: il s'agit d'adopter sur toute situation « le point de vue des exclus ». C'est ce que

lui-même fait en tant que nouveau préfet du Dicastère pour le service du développement humain intégral, un titre qui équivaut, dans le langage du Vatican, à « ministre du soin des personnes et de la création ».

Deux autres orientations ont été approuvées par l'assemblée. La première concerne le renouvellement de notre mouvement, qui a vécu des remises en question ces dernières années. La seconde propose de vivre pleinement la synodalité, c'est-à-dire de choisir de « marcher ensemble » pour construire un monde plus juste et inclusif. Nous avons aussi réaffirmé avec force nos valeurs fondamentales: accorder la priorité aux personnes et aux communautés les plus vulnérables et établir avec nos partenaires du Sud des relations fondées sur le respect, l'écoute ainsi que la reconnaissance pleine et entière de leur expertise et de leur autonomie. Après tout, ce sont elles et eux, les experts de leur propre réalité ! Il y aurait encore bien des choses à dire au sujet de



Isaac Asume Osuoka, directeur du Centre intégré de développement social Social Action du Nigéria — photo: courtoisie

l'assemblée d'orientation, par exemple qu'elle a été l'occasion pour chacune et chacun d'apprendre, d'être inspiré, de laisser interpellé et de sortir de sa zone de confort. Mais avant tout, la mise en commun de nos idées, de notre énergie et de

notre volonté de changement a permis de « nourrir l'espoir » !
Claude Gilbert
et **Anne-Marie Chapleau**,
bénévoles de Développement et Paix
et délégués du diocèse de Chicoutimi
à l'assemblée d'orientation

«Les pluies torrentielles, jadis exceptionnelles, surviennent maintenant tous les deux ans. Pour les petits paysans de mon pays, c'est une catastrophe: leurs plantations vivaces, leur seule "assurance" pour l'avenir, sont carrément détruites par les inondations. Ma propre famille a tout perdu il y a quelques années.» Isaac Asume Osuoka, directeur du Centre intégré de développement social Social Action du Nigéria, venait ainsi de répondre bien concrètement à nos questions sur l'impact des bouleversements climatiques sur les gens de son pays. Pour lui, cela n'a rien d'abstrait ou de lointain. Les producteurs agricoles du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui n'ont pas réussi à semer leurs champs à cause des pluies abondantes de cette année comprendront son désarroi !

UNE ASSEMBLÉE DIVERSIFIÉE ET ENGAGÉE

Nous avons eu la chance de partager un petit déjeuner avec M. Osuoka, le 17 juin. La veille au soir s'amorçait à Halifax, en Nouvelle-Écosse, l'assemblée d'orientation quinquennale de Développement et Paix, l'organisme officiel de l'Église catholique canadienne pour la solidarité internationale, créé en 1967. Cette assemblée rassemblait autour du thème « Nourrir l'espoir » des membres bénévoles délégués de la plupart des diocèses du Canada, comme nous deux, mais aussi des partenaires du Sud, des représentants d'organismes alliés, des membres du personnel



et du Conseil national, dont deux évêques. En tout, nous étions plus de 150 personnes, riches d'une grande diversité d'expériences et de réalités.

Durant quatre jours, nous avons réfléchi, discuté, mais surtout entendu des témoignages et les interpellations de quelquesuns de nos partenaires du Sud, comme le Dr Osuoka.

Le lendemain, lors d'une conférence, notre partenaire a expliqué à l'assemblée les causes politiques et structurelles de la situation précaire de plusieurs pays d'Afrique, dont le sien. Sa démonstration a été convaincante: il faut s'attaquer à la fois aux problèmes climatiques et aux injustices, qui ont les mêmes causes. L'avenir du Nigéria en dépend, mais aussi notre avenir à nous tous et toutes, comme nous l'ont rappelé les membres jeunesse de Développement et Paix, des militants très conscientisés et informés.

TROIS ORIENTATIONS POUR L'AVENIR

Vu l'urgence et la gravité de la menace climatique, il n'est pas surprenant que l'assemblée ait adopté une orientation visant cet enjeu, intitulée «Des communautés intégrales pour l'écologie intégrale». Cette formulation met l'accent tout autant sur les personnes et les communautés que sur une écologie qui embrasse toutes les dimensions de l'existence. Le cardinal Michael F. Czerny SJ, venu de Rome pour l'occasion, a insisté sur ce point:il s'agit d'adopter sur toute situation «le point de vue des exclus». C'est ce que lui-même fait en tant que nouveau préfet du Dicastère pour le service du développement humain intégral, un titre qui équivaut, dans le langage du Vatican, à «ministre du soin des personnes et de la création». Deux autres orientations ont été approuvées par l'assemblée. La première concerne le renouvellement de notre mouvement, qui a vécu des remises en question ces dernières années. La seconde propose de vivre pleinement la synodalité, c'est-à-dire de choisir de «marcher ensemble»pour construire un monde plus juste et inclusif. Nous avons aussi réaffirmé avec force nos valeurs fondamentales:accorder la priorité aux personnes et aux communautés les plus vulnérables et établir avec nos partenaires du Sud des relations fondées sur le respect, l'écoute ainsi que la reconnaissance pleine et entière de leur expertise et de leur autonomie. Après tout, ce sont elles et eux, les experts de leur propre réalité ! Il y aurait encore bien des choses à dire au sujet de l'assemblée d'orientation, par exemple qu'elle a été l'occasion pour chacune et chacun d'apprendre, d'être inspiré, de se laisser interpellé et de sortir de sa zone de confort. Mais avant tout, la mise en commun de nos idées, de notre énergie et de notre volonté de changement a permis de «nourrir l'espoir»! Claude Gilbert et Anne-Marie Chapleau, bénévoles de Développement et Paix et délégués du diocèse de Chicoutimi à l'assemblée d'orientation

[Retour à la table des matières](#)



La crise alimentaire mondiale entraîne une hausse des mariages forcés d'enfants

Radio-Canada – 2022-08-11

Par : La Presse canadienne

Une agence canadienne d'aide internationale sonne l'alerte après avoir observé que la crise alimentaire mondiale, aggravée par l'invasion russe en Ukraine, entraînait une hausse des mariages forcés de jeunes filles.

L'organisme Plan International Canada dit avoir observé une augmentation inquiétante du nombre d'adolescentes forcées à se marier parce que leur famille n'a pas les moyens de les nourrir.

Selon cette agence, 12 millions de jeunes filles mineures sont mariées chaque année, se voyant forcées d'abandonner l'école et à risque de vivre des grossesses précoces.

Plan International Canada prévient qu'après une baisse de 15 % observée au cours de la dernière décennie, le phénomène est reparti en hausse. Les situations les plus graves concernent les pays du Soudan du Sud, du Niger, du Mali, du Tchad et du Bangladesh, un importateur majeur de blé ukrainien.

D'après Vision mondiale, les jeunes filles d'Afghanistan, où 22 millions de personnes souffrent de la faim, sont retirées de l'école et forcées de se marier. Plusieurs se retrouvent ainsi coincées dans des foyers violents.

Tanjina Mirza, directrice des programmes à Plan International Canada, la détérioration de la crise alimentaire et de l'insécurité alimentaire expose davantage de jeunes filles au mariage et au travail forcés afin d'alléger le fardeau qui pèse sur les familles.

[Retour à la table des matières](#)



Un premier navire de l'ONU doit accoster vendredi en Ukraine pour récupérer des céréales

Le Soleil – 2022-08-12

Par : Agence France-Presse

<https://www.lesoleil.com/2022/08/12/un-premier-navire-de-lonu-doit-accoster-vendredi-en-ukraine-pour-recuperer-des-cereales-18878d8563654b17b30fd5d01cbdbf98>

Un premier navire affrété par les Nations unies pour transporter des céréales ukrainiennes destinées à soutenir ses opérations d'aide humanitaire dans le monde doit accoster vendredi en Ukraine, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le MV Brave Commander, qui a quitté Istanbul mercredi, doit arriver à Youjne, à l'est d'Odessa, sur les bords de la mer Noire, pour y récupérer ensuite les céréales achetées par le PAM.

«Il s'agit de la première livraison d'aide alimentaire humanitaire dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire», a déclaré un porte-parole du PAM, Tomson Phiri, lors d'un point de presse régulier à Genève.

Le 22 juillet, l'Ukraine et la Russie ont signé à Istanbul, via une médiation de la Turquie et sous l'égide de l'ONU, des accords pour quatre mois sur l'exportation des céréales ukrainiennes en mer Noire, bloquées à cause du conflit armé entre les deux pays.

Conformément à ces accords, un Centre de coordination conjointe (CCC), chargé du contrôle des exportations de céréales ukrainiennes via la mer Noire, a été mis en place à Istanbul.

Le 10 août, une première cargaison commerciale de céréales ukrainiennes a accosté au port de Mersin, en Turquie. Mais aucune cargaison humanitaire onusienne n'a jusqu'à présent quitté l'Ukraine.

Le PAM a acheté pour l'instant 30 000 tonnes de blé ukrainien, et le MV Brave Commander a une capacité de 23 000 tonnes.

«Le reste sera bientôt chargé et expédié sur un autre navire», a expliqué M. Phiri.

Le PAM espère qu'il y aura par la suite des cargaisons humanitaires régulières.

L'organisation n'a pas indiqué la date à laquelle le MV Brave Commander quittera l'Ukraine ni sa destination.

«Le chargement et le déplacement de navires (...) dans le contexte du conflit actuel est une opération complexe», a souligné M. Phiri.

«L'acheminement des céréales ukrainiennes vers les opérations humanitaires du PAM dans des endroits comme l'Éthiopie, la Somalie et le Yémen bénéficiera à la fois à l'économie ukrainienne et aux populations menacées par la famine dans les régions du monde les plus durement touchées par la crise alimentaire mondiale», a-t-il par ailleurs relevé.



L'Ukraine et la Russie sont parmi les plus gros exportateurs mondiaux de céréales, et la guerre a conduit à une flambée des cours des céréales.

Selon le PAM, un nombre record de 345 millions de personnes dans 82 pays sont aujourd'hui confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, tandis que jusqu'à 50 millions de personnes dans 45 pays risquent de sombrer dans la famine sans aide humanitaire.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Repenser la philanthropie au sein des communautés immigrantes racisées

La Presse + – 2022-08-12 – p. DÉBATS_6

Par : Linda Tchombé, Directrice, développement philanthropique, Fondation du Grand Montréal

OPINIONS



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND ARCHIVES LA PRESSE

Repenser la philanthropie au sein des communautés immigrantes racisées



LINDA TCHOMBÉ

Directrice, développement philanthropique,
Fondation du Grand Montréal

En 2022, selon la Banque mondiale, environ 630 milliards de dollars américains¹ seront transférés vers leurs pays d'origine par les membres des diasporas correspondantes établies ailleurs sur la planète.

Si cette estimation tient, ce cumul international aura bondi de plus de 30 %, uniquement depuis 2018. Au Canada, cette année-là, ces transferts d'argent totalisaient

En 2022, selon la Banque mondiale, environ 630 milliards de dollars américains 1 seront transférés vers leurs pays d'origine par les membres des diasporas correspondantes établies ailleurs sur la planète.

Si cette estimation tient, ce cumul international aura bondi de plus de 30 %, uniquement depuis 2018. Au Canada, cette année-là, ces transferts d'argent totalisaient près de 25 milliards, soit plus de cinq fois plus que toute l'aide internationale versée par le Canada à l'étranger 2 .

En fait, en termes de flux financiers vers d'autres pays, le Canada se situe respectivement au troisième rang (en dollars) et au quatrième rang (en part du revenu national brut) mondial. En soi, il s'agit donc d'une activité économique substantielle et d'un grand impact. Et pour les pays qui sont des bénéficiaires nets de ces transferts, il s'agit souvent d'une part essentielle de leur PIB. En 2022, la Banque mondiale estime que 54 % de l'économie libanaise sera soutenue par des virements venus de l'étranger. Ailleurs, en Asie centrale et en Afrique subsaharienne notamment, ces proportions peuvent atteindre le quart du PIB, voire le tiers.

Bien sûr, l'essentiel de ces sommes est destiné aux familles et aux proches des personnes émigrantes, afin de bonifier leurs revenus et leur permettre de subvenir à leurs besoins



personnels. Il s'agit néanmoins d'une forme de philanthropie, qui finance indirectement les services de santé, d'éducation ou encore de développement social et communautaire des pays récipiendaires. Selon de nombreux chercheurs, ces flux financiers continueront de croître de façon soutenue. Les nouvelles technologies rendent ces échanges beaucoup plus faciles et moins chers que par le passé, et le pouvoir d'achat des diasporas tend à augmenter avec le temps.

Terre d'accueil

Mais la générosité des personnes immigrantes se tourne également vers leur terre d'accueil. Un récent sondage réalisé par la firme Épisode démontre que les personnes immigrantes au Canada font des dons dans les mêmes proportions que les personnes non immigrantes, et que leur don annuel moyen est même plus élevé ³. Cette réalité est malheureusement méconnue.

En 2016, sur une population de plus de 34 millions de personnes, le Canada comptait plus de 14 millions d'immigrants de première ou de deuxième génération ⁴. Parmi eux, plus de 3 millions sont arrivés depuis l'an 2000. Au Québec et dans le Grand Montréal, qui accueille toujours la très vaste majorité des nouveaux arrivants, il y a près de 2 millions de personnes immigrantes, dont environ 500 000 qui sont établies chez nous depuis une vingtaine d'années ou moins.

Parmi ces personnes, dont beaucoup appartiennent à des communautés racisées, il y a des créateurs et des créatrices de richesse, des agents de changement, des entrepreneurs et des philanthropes. Elles ont en commun de vouloir redonner et contribuer, tant à leur communauté d'origine qu'à leur société d'accueil, mais elles ne sont pas rejointes par les institutions philanthropiques traditionnelles.

À la différence des contingents d'immigrants européens établis ici de plus longue date – pensons aux communautés juive, grecque, irlandaise ou italienne – qui ont bâti au fil du temps de nombreuses associations mariant la promotion de leurs identités et le développement de leurs communautés locales, les groupes d'immigrants plus récents font souvent face à des barrières, qui ralentissent le développement de leur philanthropie, en plus de la rendre invisible.

Ce sont aussi des communautés qui font face à des préjugés, ou que l'on préfère parfois ignorer. À l'heure où les discours sur l'équité, la diversité et l'inclusion prennent beaucoup de place, ne serait-il pas temps d'examiner plus attentivement et de mobiliser plus efficacement ce que toutes ces personnes ont à offrir ? Sinon, c'est toute la société qui y perd au change.

L'argent est là. La culture du don et la volonté d'aider aussi. Ce qui manque pour libérer tout ce potentiel et faire une différence ? Une posture ouverte et un discours qui valorise la contribution de toutes nos communautés, au-delà des clichés, ainsi que des espaces de rencontre et des mécanismes d'action collective qui vont enfin permettre de reconnaître et de canaliser ces élans philanthropiques.

À l'instar du reste de la société, la philanthropie doit devenir le reflet des collectivités plurielles qu'elle aspire à servir. Les « communautés culturelles », peu importe d'où elles viennent et depuis combien de temps elles sont établies ici, ont une immense capacité d'agir et leur propre contribution à apporter pour développer et renforcer notre société. Il est temps de le reconnaître, de prêter l'oreille, puis de tendre la main.

1. Consultezle document du World Bank Group (en anglais)



2. Consultezle document Global Philanthropy Tracker (en anglais)
3. Lisezla Mise au point philanthropique Québec, Épisode philanthropie & investissement communautaire, 2021
4. Consultezle site de Statistique Canada

[Retour à la table des matières](#)